



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

liens:

[BelgoStat On-line](#)

[Information générale](#)

Au premier trimestre de 2009, l'activité économique a diminué de 1,6 p.c.

Malgré un recul de 1,7 p.c. au quatrième trimestre, l'activité économique a progressé de 1,0 p.c. sur l'ensemble de l'année 2008

Ce mercredi 29 avril 2009, l'Institut des comptes nationaux (ICN) diffuse le résultat de l'estimation flash de la croissance économique du premier trimestre de l'année 2009. Simultanément, l'ICN publie également les comptes du [quatrième trimestre](#) et de l'ensemble de l'[année 2008](#).

1. Estimation flash de la croissance économique du premier trimestre de 2009

Selon l'estimation "flash" du produit intérieur brut (PIB), l'activité économique a poursuivi sa chute **au premier trimestre de l'année 2009**. En volume, le PIB, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a diminué de 1,6 p.c. par rapport au trimestre précédent. A un an d'écart, le recul du PIB s'accroît (-3,0 p.c., contre -1,0 p.c. au quatrième trimestre de 2008).

2. Comptes du quatrième trimestre de 2008

La croissance économique a fortement diminué **au quatrième trimestre de l'année 2008**: en volume, le produit intérieur brut (PIB), corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, s'est contracté de 1,7 p.c. par rapport au trimestre précédent. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente, ce résultat provoque un retournement de la croissance, celle-ci s'inscrivant en retrait de 1,0 p.c., alors qu'elle avait encore augmenté de 1,1 p.c. au troisième trimestre de 2008.

La valeur ajoutée a reculé dans toutes les branches d'activité: la baisse a été particulièrement marquée dans l'industrie (-4,3 p.c. par rapport au trimestre précédent, après une diminution de 0,3 p.c. au troisième trimestre) et plus limitée dans la construction (-1,5 p.c. par rapport au trimestre précédent, contre une hausse de 0,4 p.c. un trimestre plus tôt) ou dans les services (-0,9 p.c., alors qu'elle était à peu près stable au troisième trimestre de 2008).

A l'exception des dépenses de consommation finale et d'investissements des administrations publiques, qui progressent respectivement de 0,9 et 7,4 p.c. par rapport au trimestre précédent, toutes les composantes de la demande ont diminué et contribué négativement à l'évolution de l'activité économique.

En ce qui concerne la demande intérieure, les entreprises ont réduit leur formation de capital fixe, de 0,5 p.c. par rapport au trimestre précédent, après une contraction de 0,6 p.c. au troisième trimestre de 2008. Les ménages ont également diminué leurs dépenses, que ce soit celles de consommation privée (-0,6 p.c.) ou d'investissements en logements (-0,4 p.c.), après une stabilisation au troisième trimestre.

La demande extérieure s'affiche quant à elle en net retrait, dans un contexte d'assèchement des échanges internationaux : les exportations de biens et services ont diminué de 7,0 p.c.

Comme il ne reflète qu'avec retard le tassement conjoncturel, l'emploi n'a pas encore marqué le pas au quatrième trimestre: il s'est stabilisé par rapport au trimestre précédent, alors qu'il augmentait encore

de 0,3 p.c. au troisième trimestre. En revanche, par rapport au trimestre correspondant de 2007, le ralentissement s'accroît, l'emploi augmentant de 1,2 p.c. (environ 51 500 travailleurs), contre une progression de respectivement 1,7 p.c. (près de 73 000 travailleurs) et 1,8 p.c. (quelque 77 000 travailleurs) aux troisième et deuxième trimestres.

S'ajustant à la conjoncture plus rapidement que l'emploi, le volume de travail des salariés a évolué de façon nettement plus prononcée, en raison notamment du recours massif au chômage temporaire, qui permet de garder les ouvriers en emploi mais se marque en revanche dans le nombre d'heures travaillées. A un an d'écart, le volume de travail est en recul de 0,2 p.c. au quatrième trimestre, après avoir encore augmenté de 1,3 p.c. au troisième trimestre, et de 1,9 p.c. au deuxième.

Comme c'est traditionnellement le cas au quatrième trimestre, les administrations publiques ont dégagé un solde de financement positif, qui a atteint 2,3 milliards d'euros selon la définition utilisée dans la procédure des déficits excessifs, en baisse de plus de 3 milliards par rapport au résultat de la même période de l'année 2007. Ce résultat est principalement imputable à faible croissance des recettes fiscales et parafiscales résultant notamment de la baisse des impôts indirects combinée à une forte croissance des principales composantes des dépenses primaires.

3. Comptes de l'ensemble de l'année 2008

Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance en volume du produit intérieur brut (PIB), corrigée des effets de calendrier, a atteint 1,0 p.c.

L'évolution de la valeur ajoutée a ralenti dans toutes les branches d'activité. Si la décélération est restée relativement modérée dans les services (1,7 p.c., contre 2,5 p.c. l'année précédente), elle a été nettement plus marquée dans la construction, où la croissance s'est limitée à 1,3 p.c. après s'être accrue de 3,5 p.c. en 2007. Dans l'industrie, la valeur ajoutée a même diminué de 0,6 p.c., alors qu'elle avait encore progressé de 2,5 p.c. un an plus tôt.

La croissance économique observée en 2008 a reposé tant sur la demande intérieure (consommation privée, consommation publique, investissements) qu'extérieure (exportations).

En ce qui concerne les dépenses intérieures, l'année 2008 a, comme 2007, été marquée par la forte croissance de la formation brute de capital fixe des entreprises (7,1 p.c. en volume), dont la vigueur s'est toutefois nettement amoindrie dans la deuxième partie de l'année, parallèlement à l'érosion des perspectives d'activité dans un contexte conjoncturel domestique et international de moins en moins porteur.

Les particuliers ont en revanche modéré leurs dépenses, tant en termes de consommation finale (0,8 p.c., contre 2,0 p.c. l'année précédente) que d'investissement en construction et rénovation de logements (1,0 p.c., après 1,3 p.c. en 2007).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques ont, pour leur part, augmenté de 2,1 p.c., un rythme similaire à celui observé en 2007.

Sur l'ensemble de l'année 2008, le volume des exportations de biens et services a progressé de 2,1 p.c., en retrait par rapport à l'année précédente (3,9 p.c.). Ce résultat masque des évolutions contrastées en cours d'année, avec une accélération au cours des six premiers mois, suivie d'un ralentissement qui s'est mué en nette chute au quatrième trimestre, reflétant ainsi la rapide dégradation des marchés extérieurs. Etant donné leur haute teneur en produits importés, l'évolution des exportations s'est répercutée sur les importations de biens et services. La progression de ces dernières a en outre été renforcée par la vigueur des investissements des entreprises. La croissance des importations (3,3 p.c.) a dès lors été supérieure à celle des exportations, entraînant une contribution négative du solde extérieur à la croissance du PIB à hauteur de 0,9 point de pourcentage.

L'emploi a encore connu une croissance appréciable tout au long de l'année 2008, parce qu'il ne reflète qu'avec un délai de deux à trois trimestres les évolutions de l'activité économique. Au total, il a augmenté de 1,6 p.c., ou quelque 71 000 personnes, en 2008, après s'être accru de 1,8 p.c., soit plus de 77 000 unités en 2007.

En phase de retournement conjoncturel, les entreprises ajustent généralement d'abord le nombre d'heures travaillées avant de recourir à des réductions d'emploi, plus coûteuses. En conséquence, le volume de travail des salariés a ralenti de façon plus nette: il progresse de 1,2 p.c. sur l'ensemble de l'année 2008, contre 2,1 p.c. en 2007.

Selon les derniers calculs de l'ICN, le solde de financement des administrations publiques établi dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs a présenté un déficit de 1,2 p.c. du PIB en 2008, contre un déficit de 0,2 p.c. du PIB en 2007¹.

¹ Pour un commentaire plus détaillé des données des administrations publiques pour l'année 2008, se référer au communiqué de presse du 31 mars 2009.

AGRÉGATS TRIMESTRIELS

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT - EVOLUTIONS EN VOLUME

(données corrigées des effets saisonniers et de calendrier)

	Pourcentages de variation par rapport à	
	la période correspondante de l'année précédente	la période précédente
2006 I	3,3	0,9
II	3,1	0,7
III	2,8	0,6
IV	2,9	0,8
2007 I	2,9	0,8
II	2,5	0,3
III	2,7	0,7
IV	2,3	0,4
2008 I	1,9	0,4
II	1,9	0,3
III	1,1	0,0
IV	-1,0	-1,7
2009 I	-3,0	-1,6

PRINCIPALES COMPOSANTES DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

(Pourcentages de variation en volume par rapport à la période précédente, corrigés des variations saisonnières et des effets de calendrier)

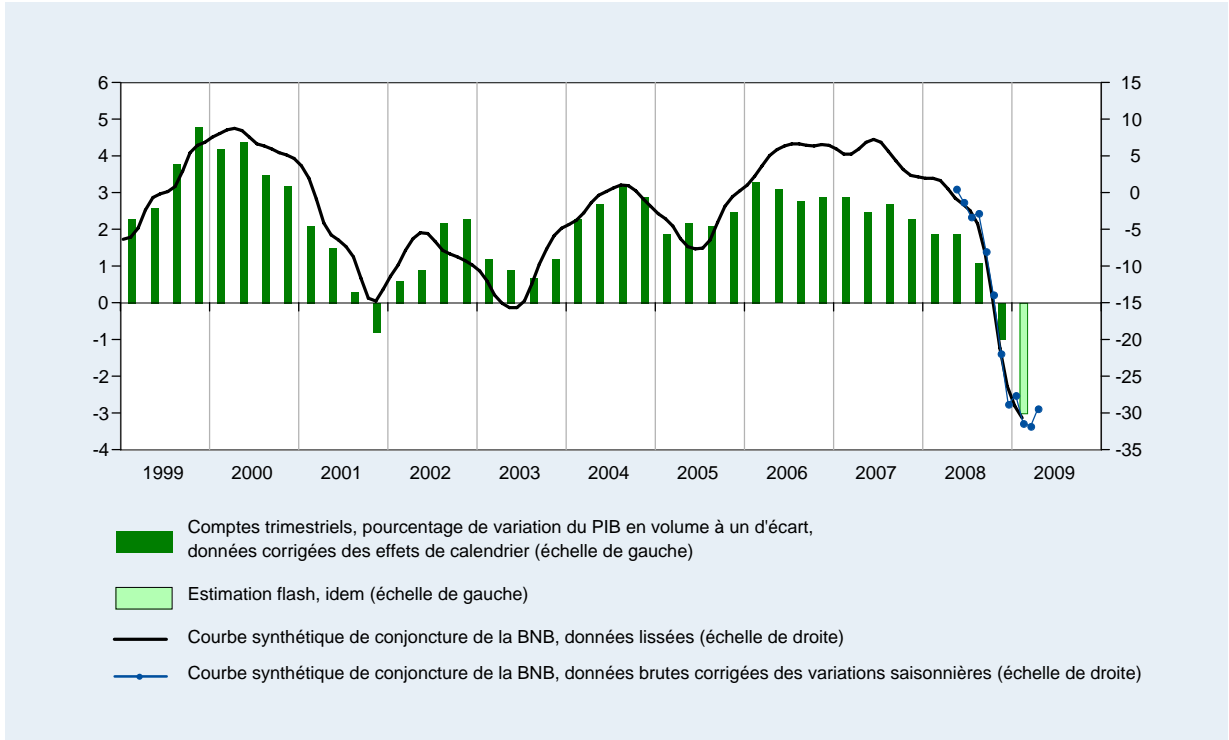
	2007				2008			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV
1. Valeur ajoutée								
Industrie	-0,2	0,3	0,4	0,1	0,1	0,2	-0,3	-4,3
Construction	0,5	0,1	0,1	0,1	1,7	-0,4	0,4	-1,5
Services	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	0,4	0,1	-0,9
2. Dépenses								
Dépenses de consommation privée (1)	0,7	0,3	0,4	0,2	0,5	0,0	0,0	-0,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,8	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,9
Formation brute de capital fixe totale	1,7	2,3	2,2	1,7	1,4	1,2	-0,6	0,1
entreprises	-2,4	3,9	3,2	2,9	1,6	1,5	-0,6	-0,5
logements	-0,6	-0,1	0,5	0,2	0,6	0,1	0,0	-0,4
administrations publiques (2)	79,1	-2,4	-0,4	-3,5	3,1	1,8	-2,5	7,4
Demande intérieure (hors stocks)	0,9	0,8	0,8	0,6	0,7	0,4	0,0	-0,1
Variations des stocks (3)	-0,3	-0,1	0,5	0,0	-0,2	-0,2	0,2	-0,3
Exportations de biens et services	0,7	0,7	1,7	0,8	0,4	2,3	0,3	-7,0
Importations de biens et services	0,3	1,1	2,9	1,1	0,4	2,2	0,4	-5,6
Exportations nettes de biens et services (3)	0,2	-0,3	-0,5	-0,2	-0,1	0,2	-0,1	-1,4
3. Marché du travail								
Nombre total de travailleurs	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,0
Volume de travail des salariés	0,8	0,3	0,3	0,2	1,2	0,1	-0,3	-1,3

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages.

(2) Les mouvements importants enregistrés dans la formation brute de capital fixe des administrations publiques s'expliquent par des ventes de biens immobiliers publics, comptabilisées comme des désinvestissements.

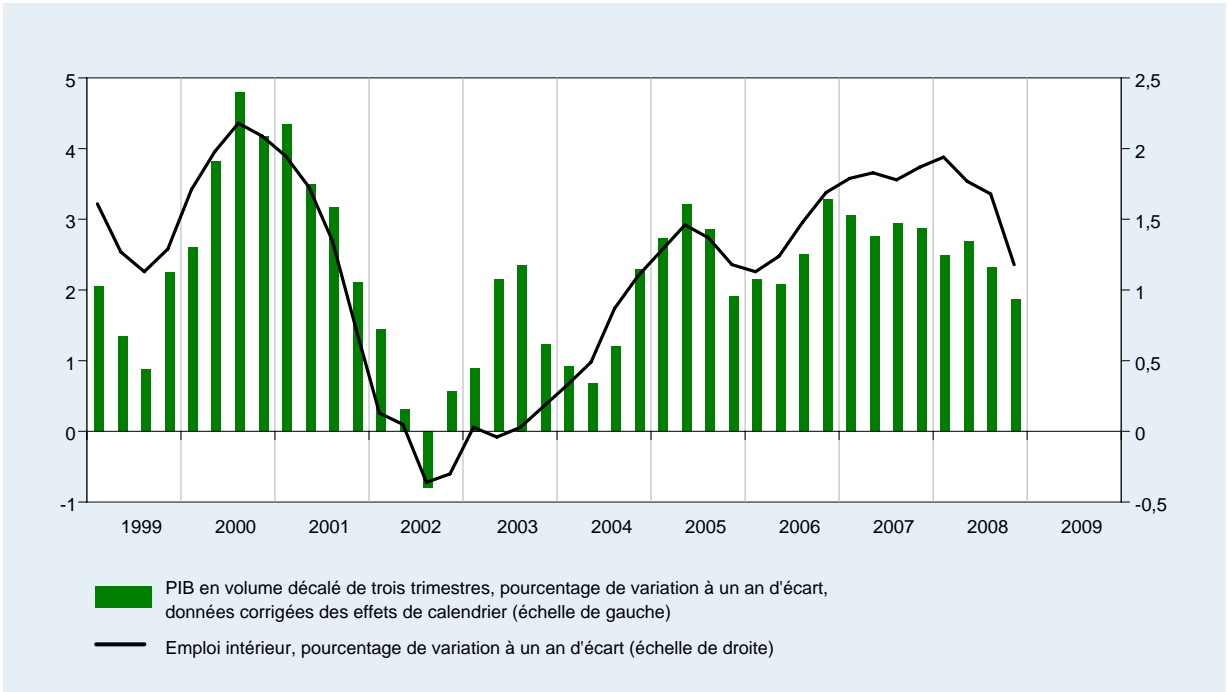
(3) Contribution à la variation trimestrielle du PIB.

PIB et évolution conjoncturelle



Source: ICN

PIB et emploi



Source: ICN

AGRÉGATS ANNUELS

EVOLUTION DES AGRÉGATS ANNUELS

(Pourcentages de variation en volume par rapport à l'année précédente, données corrigées des effets de calendrier)

	2006	2007	2008	p.m. 2008 bruts (3)
Produit intérieur brut	3,0	2,6	1,0	1,1
1. Valeur ajoutée				
Industrie	3,6	2,5	-0,6	-0,5
Construction	8,5	3,5	1,3	1,9
Services	2,4	2,5	1,7	1,7
2. Dépenses				
Dépenses de consommation privée (1)	2,1	2,0	0,8	0,9
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,1	2,3	2,1	2,1
Formation brute de capital fixe totale	4,8	6,1	5,1	5,2
entreprises	5,6	8,5	7,1	7,4
logements	7,9	1,3	1,0	1,0
administrations publiques	-10,6	3,4	1,5	1,5
Demande intérieure (hors stocks)	2,2	3,0	2,1	2,2
Variations des stocks (2)	0,9	0,1	-0,1	0,0
Exportations de biens et services	2,7	3,9	2,1	2,2
Importations de biens et services	2,7	4,4	3,3	3,3
Exportations nettes de biens et services (2)	0,1	-0,3	-0,9	-1,0
3. Emploi				
Nombre de travailleurs	1,4	1,8	1,6	1,6

(1) Y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages

(2) Contribution à la variation annuelle du PIB

(3) Bruts : chiffres non corrigés des effets de calendrier